

Mai 2012

F

	منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة	联合国 粮食及 农业组织	Food and Agriculture Organization of the United Nations	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	Продовольственная и сельскохозяйственная организация Объединенных Наций	Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura
---	--------------------------------------	--------------	---	---	---	---

CONSEIL

Cent quarante-quatrième session

Rome, 11-15 juin 2012

Rapport de la Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord (Ottawa (Canada), 3-5 avril 2012)

Table des matières

	Paragraphes
I. Introduction	1 – 5
<i>Organisation de la Conférence</i>	1 – 2
<i>Adoption de l'ordre du jour et du calendrier</i>	3
<i>Déclarations du Canada et des États-Unis d'Amérique</i>	4 – 5
II. Politiques et cadres réglementaires mondiaux	6 – 7
<i>Point de vue de la région Amérique du Nord concernant l'alimentation et l'agriculture</i>	6 – 7
III. Questions relatives aux programmes et au budget	8 – 14
<i>Programme de travail et budget de la FAO pour 2012-2013</i>	8
<i>Mise à jour sur les travaux des comités techniques de la FAO</i>	9 – 10
<i>Plan à moyen terme 2014-2017 et Programme de travail et budget 2014-2015</i>	11 – 14
IV. Réforme de la FAO	15 – 19
<i>Réseau décentralisé de la FAO</i>	15 – 16
<i>Gouvernance de la FAO</i>	17 – 18
<i>Officialisation de la Conférence régionale pour l'Amérique du Nord</i>	19
V. Questions diverses.....	20
<i>Rôle du Bureau de liaison de Washington</i>	20
VI. Session relative à l'action du Comité de la sécurité alimentaire mondiale	21 – 25
VII. Observations finales	26 – 27
<i>Date et lieu de la troisième Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord</i>	26
<i>Adoption du rapport</i>	27

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org.

Annexe A - Liste des participants

Annexe B - Ordre du jour provisoire

Annexe C - Domaines d'action prioritaires de la FAO pour la région Amérique du Nord durant l'exercice 2014-2015

I. Introduction

Organisation de la Conférence

1. La deuxième Conférence régionale informelle de la FAO pour l'Amérique du Nord s'est tenue à Ottawa (Canada) du 3 au 5 avril 2012.
2. Ont participé à cette conférence des représentants du Canada et des États-Unis d'Amérique. Des observateurs de deux États Membres de l'ONU étaient également présents. Par ailleurs, des représentants de quatre organisations de la société civile, de quatre organisations du secteur privé et d'un centre de recherche ont pris part à la session du 5 avril 2012 consacrée à l'action du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. La liste complète des participants figure à l'Annexe A.

Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

3. La Conférence a adopté l'ordre du jour et le calendrier, tels qu'ils figurent à l'Annexe B.

Déclarations du Canada et des États-Unis d'Amérique

4. M. Blair Coomber, Directeur général de la Direction des relations, des politiques et des consultations multilatérales auprès d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, a prononcé une déclaration au nom du Canada et a souscrit à l'action menée par la FAO dans le domaine de la fourniture d'analyses et du renforcement des capacités pour soutenir les pays en développement dans leur lutte contre l'insécurité alimentaire. Il a insisté en particulier sur le rôle déterminant des analyses élaborées par l'Organisation à l'intention du G20 et des études techniques réalisées en vue d'un certain nombre d'initiatives, y compris la conférence Rio+20.

5. Intervenant au nom des États-Unis d'Amérique, Mme Suzanne Heinen, Administratrice du Service agricole extérieur du Département américain de l'agriculture, a réaffirmé que son pays appuyait sans réserve la mission si importante de la FAO. Elle a souligné que, de concert avec le Canada, il avait apporté son appui à l'Évaluation externe indépendante et qu'il avait relevé et continuait de relever les défis liés à la mise en œuvre du Plan d'action immédiate, tout en s'efforçant d'imprimer une discipline budgétaire au sein de l'Organisation. Mme Heinen a déclaré par ailleurs que les États-Unis d'Amérique estimaient que les priorités de l'Amérique du Nord dans le cadre de l'action globale de la FAO - tant sur le plan technique qu'en ce qui concerne les programmes ou la gouvernance - étaient tout aussi importantes. Elle a poursuivi en rappelant que les priorités et les préoccupations de la région, qui assurait à elle seule un quart du budget ordinaire de l'Organisation, méritaient d'être prises en compte et traitées de la même façon que celles émanant de toute autre conférence régionale de la FAO.

II. Politiques et cadres réglementaires mondiaux

Point de vue de la région Amérique du Nord concernant l'alimentation et l'agriculture

6. M. Daryl Nearing, Directeur adjoint de la Division des programmes et affaires multilatérales auprès d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, a donné un aperçu du point de vue de la région Amérique du Nord concernant l'alimentation et l'agriculture, ainsi que des priorités relatives à l'action de la FAO.

7. Les participants à la Conférence ont souligné l'importance des travaux normatifs conduits par la FAO, de l'innovation (y compris les biotechnologies), des partenariats entre les États Membres et les organisations internationales et de l'engagement pris aux côtés des femmes afin que celles-ci puissent avoir accès aux informations utiles.

III. Questions relatives aux programmes et au budget

Programme de travail et budget de la FAO pour 2012-2013

8. Les participants se sont penchés sur la question de la prise en compte des priorités de l'Amérique du Nord dans le Programme de travail et budget de la FAO pour 2012-2013 et ont réitéré leur appui à l'action menée par l'Organisation face aux problèmes d'insécurité alimentaire.

Mise à jour sur les travaux des comités techniques de la FAO

9. Les participants à la Conférence ont accueilli avec intérêt le compte rendu sur les activités récentes des divers comités techniques de la FAO, en particulier ceux du Comité de l'agriculture, du Comité des produits, du Comité des pêches, du Comité des forêts et de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

10. Ils ont noté qu'il était important que les résultats de la Conférence régionale informelle soient diffusés lors des réunions des comités techniques de la FAO.

Plan à moyen terme 2014-2017 et Programme de travail et budget 2014-2015

11. M. Boyd Haight, Directeur du Bureau de la stratégie, de la planification et de la gestion des ressources à la FAO, a présenté une synthèse des tendances mondiales et des futurs défis à relever par l'Organisation.

12. Les participants à la Conférence se sont félicités des travaux de la FAO et ont souligné qu'il était important:

- de concentrer les efforts sur l'avantage comparatif de la FAO (ses compétences techniques et ses savoirs);
- de veiller à ce que la FAO joue un rôle de chef de file dans les domaines relevant de son mandat; et
- de nouer des partenariats avec d'autres organismes, en particulier pour ce qui est des défis 3, 4 et 6.

13. Les participants se sont penchés sur les domaines d'action prioritaires de la FAO et ont recensé les principales mesures à prendre pour les mettre en œuvre, dans le cadre de la structure actuelle des objectifs stratégiques. Un exposé de ces divers éléments figure à l'Annexe C.

14. Ils ont également insisté sur la nécessité de faire un usage efficace et efficient des ressources disponibles.

IV. Réforme de la FAO

Réseau décentralisé de la FAO

15. Les participants à la Conférence ont indiqué que la région Amérique du Nord souhaitait qu'un plan totalement transparent et assorti de prévisions de dépenses soit présenté au Comité du Programme et au Comité financier, pour examen et approbation.

16. Les participants sont convenus que toute éventuelle modification proposée au Programme de travail et budget en vigueur (2012-2013) serait soumise au processus d'approbation, tel que prévu dans les règles et règlements de la FAO.

Gouvernance de la FAO

17. Les participants à la Conférence se sont penchés sur le rôle et la composition du Conseil, ainsi que sur le rôle du Président indépendant du Conseil.

18. Les participants ont pris acte du fait que la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture avait entamé une réflexion sur la possibilité de devenir un comité

technique officiel de la FAO, mais ont également noté qu'il était important de dégager clairement les incidences financières d'une telle démarche.

Officialisation de la Conférence régionale pour l'Amérique du Nord

19. Les participants à la Conférence se sont penchés sur la nécessité éventuelle d'officialiser la Conférence régionale pour l'Amérique du Nord et sur les options connexes, et ont renvoyé leur décision sur ce point à une date ultérieure. Ils ont accueilli avec satisfaction la confirmation donnée par la FAO que les points de vue exprimés dans le cadre de la deuxième Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord seront dûment pris en compte.

V. Questions diverses

Rôle du Bureau de liaison de Washington

20. Les participants à la Conférence se sont félicités des travaux menés par le Bureau de liaison de la FAO et ont insisté sur la nécessité d'une collaboration plus étroite entre l'Amérique du Nord et le bureau de Washington.

VI. Session relative à l'action du Comité de la sécurité alimentaire mondiale

21. Les participants à la Conférence ont examiné les activités et les délibérations récentes du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA).

22. Les participants se sont félicités de l'aboutissement positif des consultations sur les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.

23. Les participants se sont penchés sur le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition et sur le système de cartographie des actions engagées en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau des pays.

24. Les participants ont pris note des observations formulées par les délégués au sujet de la première version du Cadre stratégique mondial et ont exhorté les parties prenantes à fournir des contributions supplémentaires en tirant parti des mécanismes disponibles.

25. Les participants ont également encouragé les parties prenantes à faire connaître leur point de vue concernant le système de cartographie des actions engagées en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau des pays.

VII. Observations finales

Date et lieu de la troisième Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord

26. Les participants à la Conférence ont pris note avec satisfaction de l'offre de la délégation des États-Unis d'Amérique d'accueillir la troisième Conférence régionale informelle de la FAO pour l'Amérique du Nord, qui se tiendra en 2014.

Adoption du rapport

27. La Conférence a adopté le rapport.

Annexe A

Conférence régionale informelle de la FAO pour l'Amérique du Nord
Liste des participants

Agriculture and Agri-Food Canada

Blair Coomber Director General Multilateral Relations and Policy Engagement Directorate	Brad Fraleigh Director Multilateral Science Relations
Shelley Monlezun Director Policy and Multilateral Relations Division	Rachel Archer Senior Trade Policy Analyst Strategic Trade Policy Division
Daryl Nearing Deputy Director Policy and Multilateral Relations Division	Lidija Lebar Chief BRM and GF2 Analysis

Lisa Guindon
Senior Multilateral Affairs Officer
Policy and Multilateral Relations Division

U.S. Department of Agriculture

Suzanne Heinen Acting Administrator Foreign Agricultural Service	Robin Tilsworth Minister Counselor U.S. Embassy – Ottawa
Andrew Burst Director Multilateral Affairs Division	Jerilyn Levi Deputy Director International Programs, Forest Service

George Douvelis
Senior Advisor
Multilateral Affairs Division

Foreign Affairs and International Trade Canada

Valerie Bisson Deputy Director United Nations Division	Jennifer MacKay Senior Policy Advisor Development Policy and Institutions
Bronwyn May Policy Advisor United Nations Division	Eric Robinson Deputy Director Trade Policy and Negotiations Division

U.S. Department of State

John Tuminaro Senior Food Security Advisor Office of Human Security, IO	Mary Blanca Rios Finance Officer Office of Human Security, IO
---	---

Canadian International Development Agency

Shahrzad Sedigh
Senior Program Manager
UN and Commonwealth Division

Umesha de Silva
Food Security Policy Analyst
Thematic and Sectoral Policy Directorate

Anar Mamdani
Team Leader
Thematic and Sectoral Policy Directorate

Embassy of Canada – Rome

Adair Heuchan
Deputy Permanent Representative of
Canada to the Food and Agricultural
Agencies of the UN

Marco Valicenti
Alternate Permanent Representative of Canada
to the Food and Agricultural Agencies of the
UN

Debra Price
Deputy Permanent Representative of
Canada to the Food and Agricultural
Agencies of the UN

U.S. Mission to the UN Agencies – Rome

Karen Johnson
Deputy Chief of Mission

Gregory Groth
Alternate Permanent Representative

Michael Michener
Alternate Permanent Representative

Natural Resources Canada

Peter Besseau
Director
International Affairs Division
Canadian Forest Service

Jessica Thomson
Senior Policy Advisor
International Affairs Division
Canadian Forest Service

Department of Fisheries and Oceans

Angela Bexten
Assistant Director
Global Marine and Northern Affairs Bureau
International Affairs Directorate

Krystal Novak
Policy Analyst
Global Marine and Northern Affairs Bureau
International Affairs Directorate

Food and Agriculture Organization of the United Nations

Daniel Gustafson
Director
Support to Decentralization

Boyd Haight
Director
Strategic Planning, Resources Management

Florence Rolle
Officer in Charge
FAO Liaison Office for North America

FAO Member State Observers

H.E. Zohrab V. Malek
Ambassador of Armenia to the FAO

Maria Eugenia Urcelay
Third Secretary in charge of agricultural affairs
Embassy of Chile – Ottawa

Civil Society, Private Sector and Research Centres

Gordon Bacon
CICILS

Robynne Annderson
World Farmers Organization

Clyde Graham
Canadian Fertilizer Institute

Errol Halkai
Canadian Federation of Agriculture

Greg Northeby
Canadian Federation of Agriculture

Kevin Tiessen
International Research Development Centre

Christina Schiavoni
WhyHunger and US Food Sovereignty
Alliance

Faris Ahmed
USC Canada and Food Secure Canada

Dave Andrews
Food and Water Watch and US Food
Sovereignty
Alliance

Kalissa Regier
National Farmers Union Canada and La Via
Campesina

Annexe B

**Conférence régionale informelle de la FAO
pour l'Amérique du Nord**



**Ottawa, Canada
3-5 avril 2012**

- Ordre du jour provisoire -



United States Mission To The United Nations
Agencies For Food & Agriculture
Rome, Italy

Mardi 3 avril

- 9 heures Allocution de bienvenue
 Adoption de l'ordre du jour et du calendrier
 Déclarations des représentants du Canada et des États-Unis

Première session - Politiques et cadres réglementaires mondiaux

- 9 h 30 Exposé: Point de vue de la région Amérique du Nord concernant l'alimentation et l'agriculture (aperçu)
 - Présentation générale et priorités de la région Amérique du Nord
- 9 h 45 Table ronde/discussion libre
 - Données d'expérience et différents points de vue concernant les options de politique générale à court, moyen et long terme
 - Engagement concret de l'Amérique du Nord aux côtés de la FAO
- 11 h 30 Conclusions, prochaines étapes et recommandations issues de la première session
- 12 heures Déjeuner

Deuxième session - Questions relatives aux programmes et au budget

- 14 heures Programme de travail et budget de la FAO pour 2012-2013
 - Confirmation de la mise à jour en fonction des priorités actuelles de la région Amérique du Nord
- 15 h 00 Mise à jour sur les travaux des comités techniques de la FAO
 - Comité de l'agriculture
 - Comité des produits
 - Comité des pêches
 - Comité des forêts
 - Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture
- 16 heures Plan à moyen terme 2014-2017 et Programme de travail et budget 2014-2015
 - Examen des priorités stratégiques de la FAO pour la région Amérique du Nord durant le prochain exercice biennal
- 17 h 30 Ajournement du débat

19 heures Dîner

Mercredi 4 avril

Deuxième session - Questions relatives aux programmes et au budget (suite des travaux)

9 heures Plan à moyen terme 2014-2017 et Programme de travail et budget 2014-2015
- Débat relatif au point de vue de la région Amérique latine concernant le cadre stratégique renouvelé

10 h 30 Conclusions, prochaines étapes et recommandations issues de la deuxième session

Troisième session – Réforme de la FAO

11 heures Réseau décentralisé de la FAO

12 heures Déjeuner

14 heures Gouvernance de la FAO

15 heures Officialisation de la Conférence régionale pour l'Amérique du Nord et débat relatif à l'organisation de la conférence de 2014

16 heures Conclusions, prochaines étapes et recommandations issues de la troisième session

Quatrième session – Autres questions

16 h 30 Présentation: Le rôle du Bureau de liaison de Washington et le plan de travail pour l'avenir
- Programme de travail pluriannuel pour la région Amérique du Nord

17 heures Observations finales

17 h 30 Ajournement du débat

Jeudi 5 avril

9 heures Exposé: Vue d'ensemble des activités du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et du processus de réforme mis en œuvre (Secrétariat du CSA)

9 h 30 Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition et système de cartographie des actions engagées en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau des pays (Secrétariat du CSA)

10 heures Table ronde/discussion libre

12 heures Observations finales

Annexe C**Domaines d'action prioritaires de la FAO pour la région Amérique du Nord
durant l'exercice 2014-2015****A. Intensification durable de la production agricole**

Une attention particulière devrait être portée à la mise en place de cadres permettant d'assurer une gestion efficace des transferts de technologie et des ressources phytogénétiques, y compris des systèmes semenciers. Nous préconisons une meilleure évaluation et réglementation des nouvelles technologies agricoles, y compris les biotechnologies et les pratiques agricoles intelligentes face au climat, dans le cadre d'un processus axé sur les risques et reposant sur des bases scientifiques.

Principales mesures à prendre:

- Veiller à ce que des ressources (humaines et financières) suffisantes soient réaffectées de manière à pouvoir atteindre les indicateurs de performance fixés pour assurer la viabilité des programmes de la FAO en matière de protection des végétaux et la mise en application des normes internationales. Des systèmes de production efficaces et solides reposant sur des pratiques agricoles adaptées seront essentiels.
- Renforcer les capacités de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) à élaborer des normes internationales; établir et promouvoir des systèmes efficaces d'échange d'information entre ses membres; traiter les problèmes de capacités techniques de tous les pays membres, en particulier les pays en développement; et fournir une structure de soutien administratif durable permettant de répondre aux besoins et aux priorités des membres.
- Assurer, grâce à une analyse plus approfondie, une meilleure connaissance de la contribution que les biotechnologies agricoles novatrices continueront d'apporter à la sécurité alimentaire et à la durabilité.
- Jouer un rôle de chef de file pour promouvoir le déplacement et l'échange de ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, y compris la mise en place de cadres susceptibles de faciliter l'accès à ces ressources et le partage des avantages qui découlent de leur utilisation.
- Assurer la mise en œuvre concrète des résultats pertinents de la conférence Rio+20 et l'intégration des éléments relatifs à l'adaptation au changement climatique.

B. Accroissement de la production animale durable

Circonscrire et enrayer les maladies animales et les organismes nuisibles et maîtriser les risques pour la santé humaine qui en découlent. La planification des interventions, la prévention et le contrôle doivent donc s'inscrire parmi les priorités de la FAO et constituer son avantage comparatif pour la réalisation de cet objectif stratégique. Promouvoir l'utilisation des ressources zoogénétiques pour améliorer les races et les cheptels.

Principales mesures à prendre:

- Donner un degré de priorité élevé au contrôle et à la prévention de la grippe aviaire H5N1; renforcer les capacités des laboratoires et des systèmes de surveillance pour faciliter la détection et la déclaration des maladies animales et zoonotiques prioritaires; étendre la surveillance des maladies animales à l'industrie du bétail et de la volaille à vocation commerciale.

- Renforcer les plateformes EMPRES et GLEWS, tout en assurant la mise en place d'un centre de gestion des crises efficace et durable, qui permette d'intervenir rapidement face aux flambées de maladies animales transfrontières.
- Assurer la mise en œuvre concrète des résultats pertinents de la conférence Rio+20 et l'intégration des éléments relatifs à l'adaptation au changement climatique.

C. Gestion et utilisation durables des ressources halieutiques et aquacoles

Pour préserver la durabilité des ressources halieutiques et faire en sorte que le secteur des pêches et de l'aquaculture continue de jouer un rôle dans la solution à long terme du problème de la sécurité alimentaire, nous préconisons des efforts plus ciblés en vue d'assurer la mise en œuvre élargie et plus poussée du Code de conduite pour une pêche responsable et des instruments connexes, en donnant notamment la priorité à l'élaboration d'orientations stratégiques efficaces, à une bonne gouvernance et à la promotion des meilleures pratiques.

Principales mesures à prendre:

- Lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, y compris par la mise en application de l'Accord FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port, l'établissement d'un fichier mondial des navires de pêche et l'élaboration d'orientations en matière de traçabilité.
- Renforcer les capacités aux niveaux national et régional pour favoriser la mise en œuvre des instruments existants, en particulier des Directives internationales sur la gestion des prises accessoires et la réduction des rejets en mer.
- Élaborer et adopter un plan d'action visant à guider les travaux menés par le Sous-Comité de l'aquaculture pour satisfaire la demande de protéines de poisson pour la consommation humaine face au déficit de l'offre en provenance des pêches de capture sauvages.
- Poursuivre les efforts de renforcement des capacités et les travaux normatifs visant à perfectionner les pratiques après récolte pour accroître le rendement, assurer un meilleur accès au marché et améliorer la qualité et la sécurité sanitaire des aliments.

D. Amélioration de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments à tous les stades de la filière alimentaire

Encourager le recours à des mesures reposant sur des bases scientifiques et l'utilisation de normes internationales afin d'assurer un commerce agroalimentaire prévisible, en particulier pour les produits novateurs issus des biotechnologies agricoles. Accroître les investissements de l'Organisation dans le renforcement des capacités dans les États Membres en vue de promouvoir l'élaboration de normes réglementaires convenues au niveau international et reposant sur des bases scientifiques, leur utilisation et leur respect. Continuer de travailler en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour assurer la mise en œuvre des activités de programmation de la Commission du Codex Alimentarius et améliorer les orientations de l'Organisation. Porter une attention particulière au renforcement des capacités techniques au niveau institutionnel.

Principales mesures à prendre:

- Faire en sorte que le Secrétariat du Codex soit doté d'une équipe de direction solide, y compris en veillant à pourvoir les postes clés, dans le respect des principes fondateurs du Codex.
- Apporter un soutien aux comités mixtes FAO/OMS d'experts en rétablissant un financement adéquat.

- Poursuivre l'évaluation des capacités existantes dans les États Membres et les renforcer, le cas échéant, afin que les pays soient en mesure d'élaborer des normes réglementaires convenues au niveau international et reposant sur des bases scientifiques, de les utiliser et de s'y conformer.
- Soutenir la mise en place et le renforcement de systèmes de réglementation dans les États Membres pour favoriser une meilleure synchronisation des processus d'approbation de nouvelles cultures génétiquement modifiées et promouvoir des politiques adaptées et axées sur les risques pour la gestion des cas de présence à faible concentration.
- Améliorer les fonctionnalités de la base de données de la FAO pour l'évaluation de la sécurité alimentaire des aliments génétiquement modifiés et en promouvoir l'utilisation, ainsi que celle de l'annexe spécifique du Codex, pour la gestion des cas de présence à faible concentration.
- Donner un degré de priorité élevé à la collecte de données sur la sécurité alimentaire des aliments et aux systèmes de prévision et d'alerte rapide dans ce domaine.

E. Gestion durable des forêts et des arbres

Miser sur l'avantage comparatif que la FAO détient dans le domaine de la surveillance des ressources forestières et de l'information correspondante; et porter une attention particulière à la mise au point et à la promotion de pratiques, de stratégies et de directives pour une gestion durable des forêts. Assurer une meilleure intégration intersectorielle des forêts avec d'autres domaines, en particulier la sécurité alimentaire et l'eau.

Principales mesures à prendre:

- Donner une priorité accrue aux activités de surveillance et d'information sur les ressources forestières menées par le Département des forêts, en s'efforçant notamment d'assurer une meilleure intégration des données de télédétection; d'affiner les fonctions désignées (tableau T3 des rapports nationaux) et les indicateurs de gouvernance dans le cadre de l'Évaluation des ressources forestières mondiales; et d'étendre la collecte de données à d'autres types d'information pour mieux dégager l'éventail complet des avantages que présentent les forêts pour les moyens d'existence et pour la société.
- Maintenir le Département des forêts à la présidence du Partenariat de collaboration sur les forêts, initiative faisant intervenir tant les États Membres que la société civile, dans le cadre des principaux processus et organismes internationaux s'occupant des forêts.
- Poursuivre les efforts en vue d'améliorer les pratiques de gestion durable des forêts, s'agissant par exemple de la gestion des incendies de forêt et de l'adaptation des forêts au changement climatique.

F. Gestion durable des terres, des eaux et des ressources génétiques et meilleures réponses aux défis mondiaux liés à l'environnement ayant une incidence sur l'alimentation et l'agriculture

Porter une attention particulière à la fourniture d'information, au plaidoyer et à la gestion des risques face aux défis mondiaux liés à l'environnement ayant une incidence sur l'alimentation et l'agriculture. Assurer la mise en œuvre des principaux instruments de politique générale sur la biodiversité et le renforcement des partenariats avec les institutions internationales compétentes pour favoriser l'échange de ressources génétiques.

Principales mesures à prendre:

- Renforcer les capacités de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture et du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et

l'agriculture à élaborer des normes internationales; établir et promouvoir des systèmes efficaces d'échange d'information entre ses membres; traiter les problèmes de capacités techniques de tous les pays membres, en particulier les pays en développement; et fournir une structure de soutien administratif durable permettant de répondre aux besoins et aux priorités des membres.

- Aider les gouvernements à assurer une intégration plus efficace et cohérente des avis scientifiques et techniques dans leurs processus décisionnels, grâce à la mise au point de « meilleures pratiques ».
- Continuer de concentrer les efforts sur les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. Il conviendra également d'accorder un degré de priorité élevé à la conduite de travaux de recherche, à la promotion d'activités d'information et de plaidoyer sur les meilleures pratiques et à la fourniture d'une aide aux gouvernements pour favoriser l'adoption de politiques et de lois en matière de régimes fonciers et de gouvernance.
- Assurer la mise en œuvre concrète des résultats pertinents de la conférence Rio+20 et l'intégration des éléments relatifs à l'adaptation au changement climatique.

G. Environnement porteur pour les marchés afin d'améliorer les moyens d'existence et le développement rural

Porter une attention particulière à l'assistance technique et aux avis en matière de politiques à l'appui de l'analyse des marchés des produits alimentaires et agricoles et de leurs incidences sur la sécurité alimentaire, à l'analyse des politiques relatives au commerce régional et mondial de produits agricoles et aux stratégies et/ou politiques proposées pour faciliter autant que possible l'accès des petits producteurs aux marchés.

Principales mesures à prendre:

- Accroître les activités de renforcement des capacités dans les pays visés, en particulier les pays les moins avancés, pour améliorer les compétences liées au commerce et mettre en place les infrastructures dont ceux-ci ont besoin pour pouvoir mettre en œuvre les accords de l'OMC, en tirer profit et accroître leur commerce.
- Réfléchir à des solutions pour réduire au minimum le gaspillage et étudier de nouvelles applications non alimentaires des bioproduits agricoles.

H. Amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition

Porter une attention particulière à la promotion d'une amélioration durable de la sécurité alimentaire et de la nutrition, notamment chez les nourrissons, les femmes enceintes et les mères allaitantes, ainsi qu'au sein des ménages et des groupes de population vulnérables sur le plan nutritionnel.

Principales mesures à prendre:

- Fournir des informations, des évaluations et des analyses pour lutter contre la faim et réduire la malnutrition.
- Travailler en collaboration avec des partenaires dans le cadre des mécanismes existants (notamment l'initiative SUN pour le renforcement de la nutrition et la campagne des 1 000 jours), pour aider les Membres à recenser les populations en situation d'insécurité alimentaire et celles qui sont exposées à des problèmes liés à la nutrition.
- Promouvoir la qualité et la sécurité sanitaire des aliments.

- Prévenir les maladies d'origine alimentaire; et porter une attention particulière à la protection des consommateurs et à la promotion de pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires.

I. Meilleure préparation et réponse efficace aux menaces et situations d'urgence alimentaires et agricoles

Concentrer l'action sur la diffusion des connaissances, la fourniture d'évaluations et d'avis techniques et en matière de politiques, le relèvement de l'agriculture et le redressement à plus grande échelle du secteur, plutôt que sur la constitution de stocks et la livraison de denrées alimentaires. Mieux articuler et définir les rôles dans les situations d'urgence, s'agissant notamment de la participation de la FAO aux futurs « pôles » des Nations Unies pour les interventions d'urgence. La FAO a en effet un rôle à jouer, en particulier dans la prévention et l'atténuation des menaces à l'agriculture et aux cultures.

K. Équité hommes-femmes pour l'accès aux ressources, aux biens, aux services et à la prise de décisions dans les zones rurales

Poursuivre le recensement de moyens permettant d'intégrer pleinement la question de l'égalité entre les sexes dans toutes les activités de programmation de la FAO, aussi bien au Siège que sur le terrain, sans qu'il soit nécessaire de consacrer un objectif stratégique spécifique à cet enjeu.

L. Accroissement et amélioration de l'efficacité des investissements publics et privés dans l'agriculture et le développement rural

Les efforts dans ce domaine devraient être centralisés et gérés par un bureau habilité chargé des partenariats et ayant explicitement pour mandat de renforcer les liens entre l'Organisation et un certain nombre de partenaires compétents du secteur privé. Renforcer la chaîne de valeur dans le secteur de l'alimentation pour y intégrer les petites et moyennes entreprises, aux côtés des multinationales.